

UN PARADIGME ÉCONOMIQUE INTÉGRÉ ET INCLUSIF POUR LA SOUS-RÉGION CEMAC ET LE CAMEROUN

Innocent M. Anchang, D.G de *Trade and Investment Assistance Center (TIAC)*, Yaoundé-Cameroun.

28 décembre 2018

Les personnes qui réussissent considèrent la crise comme une période propice au changement - du plus petit au plus grand. Edwin Louis Cole, auteur

INTRODUCTION

L'histoire africaine du commerce est très riche. Le commerce transsaharien de l'or va du VII^e au XIV^e siècle. L'or, principal produit d'exportation, a été transporté à dos de chameau du Soudan central, du Mali et du Ghana vers la Méditerranée, en échange d'articles comme le sel entre autres. Le Mali et le Ghana étaient connus sous le nom de «*pays de l'or*». A l'apogée de l'empire Soninké au Ghana et au Mali, le commerce s'effectue sur des itinéraires protégés.

En 2011, six des économies les plus dynamiques du monde se trouvent en Afrique. Les principaux produits sont issus de l'industrie extractive (pétrole, gaz et minéraux) et de l'agriculture. Les économies des pays d'Afrique subsaharienne connaissent une croissance plus élevée que celle des pays d'Asie de l'Est et du Japon. Les investisseurs, financiers et économistes, ont rapidement rattrapé cette tendance ; ce qui conforte le récit «*L'essor de l'Afrique*». La croissance économique varie de 3,5 à 6%. Durant ce boom, la population de l'Afrique centrale augmente rapidement et l'urbanisation atteint un niveau record. L'éducation, la technologie et la communication ont beaucoup progressé. Les pays de la région se sont engagés dans des projets d'infrastructure et de développement, des prêts et des garanties souveraines libellés en devises étrangères. Les réglementations et les politiques visent à maximiser les rendements des industries extractives. Des dispositions adaptées au contexte local ont été introduites dans les codes pétrolier et minier afin d'améliorer la responsabilité sociale des entreprises (*RSE*) dans certains pays. Les conventions de distribution de bénéfices ont été révisées ou améliorées pour inclure la participation des compagnies pétrolières locales dans les coûts de production dans certains pays. Vers 2014, la chute drastique des prix des

produits de base a considérablement atténué le récit «L'essor de l'Afrique». La croissance attendue de 3,5 à 6,5% est tombée à 1,5% ; voire moins.

Une étude en trois parties du McKinsey Global Institute (*MGI*), parrainée par Mckinsey and Company et intitulée «*Des lions en mouvement*» s'est avérée très utile. Elle a donné lieu à un discours positif sur le potentiel du continent. Le premier rapport sur les progrès et le potentiel des économies africaines a été élaboré en 2010, et le deuxième rapport portant sur la réalisation du potentiel des économies africaines si les fondamentaux restaient solides, en 2016. Ce deuxième rapport arrivait à point nommé car les marées avaient changé de manière dramatique.

La dépendance excessive vis-à-vis des ressources extractives avait ajouté une dimension auto-infléchie au mythe de la «*malédiction des ressources minières*» souvent évoquée. Avec toutes ces ressources, plus de la moitié de la population vit toujours dans la pauvreté.

Pendant le boom sus-évoqué, la région n'a pas amélioré son tissu socio-économique. Le développement et les infrastructures étaient encore moroses. L'incapacité des pays de la sous-région Afrique centrale d'adopter des politiques d'investissement dans des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie et le secteur de la fabrication constitue un échec. Aujourd'hui, la plupart des pays ont repris des programmes de développement à long terme pour la transformation économique. En mars 2018, alors qu'ils se trouvaient à Kigali et sous la présidence de Paul Kagame, 44 chefs de gouvernement réunis lors du Sommet de l'Union Africaine ont décidé de créer un marché unique pour la zone de libre-échange continentale africaine (*ZLECA*), qui permettrait à 1,2 milliard d'Africains d'effectuer des transactions commerciales. Celui-ci doit encore être ratifié par la plupart des Etats membres. La Zone de Libre Echange Continentale (*ZLECA*) et la Foire commerciale intra-africaine récemment organisée par Afreximbank au Caire, représentent une opportunité pour le Cameroun et les pays de la région. Le salon aurait recueilli plus de 30 milliards de dollars. Il sera hébergé au Rwanda en 2020. Les entrepreneurs et les investisseurs se verront présenter un marché qui leur permettra de s'ajouter aux chaînes de valeur pour un large éventail de consommateurs. La région, qui compte 43 millions d'habitants, doit développer un paradigme économique inclusif à travers des avantages comparatifs afin d'être compétitifs sur ce marché. On ne saurait trop insister sur l'importance de voyager sans visa sur le continent. Les objectifs de

développement durable à long terme de chaque pays de la région, compte tenu de la *ZLECA*, sont maintenant liés à ceux du continent et des marchés mondiaux. Les solutions locales ne doivent pas exclure l'observation des tendances mondiales. La *ZLECA* prévoit de booster le commerce intra-africain de 12% en 2013 à 50% d'ici 2045.

L'*ONU* a adopté les objectifs de développement durable (*ODD*) jusqu'en 2030. Les centres de décision, les institutions de financement du développement, les groupes de réflexion, les gouvernements et les multiples parties prenantes déploient des efforts complémentaires. Des efforts sont en cours pour améliorer la connectivité interafricaine. *La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) s'emploie à améliorer les certifications afin de fournir des normes pour les marchandises*, a déclaré Benoît Oramah, président et chef de la direction de la banque. La plateforme commerciale interafricaine fournira des informations permettant de savoir *qui produit quoi, où passer des commandes et payer les marchandises en monnaie locale*.

Un rapport des Nations Unies de 2015 a révélé que le commerce intra-africain ne représentait que 14% du commerce total du continent. Dans l'UE, le chiffre équivalent était de 61%. Selon *New Africa Pulse*, la croissance globale sur le continent devrait passer de 3% à 3,5% entre 2018 et 2019. La croissance du PIB des pays dont l'économie est moins dépendante des ressources extractives devrait rester robuste, même s'il y a un investissement en infrastructures, un secteur des services résilient et un secteur agricole robuste. Selon Abebe Shimeles, Directeur par intérim du Département de la politique macroéconomique, des prévisions et de la recherche à la Banque africaine de développement, «*Avec des économies non dépendantes des ressources, soutenant une croissance plus forte et durable. Avec des secteurs privés dynamiques, un esprit d'entreprise et de vastes ressources, l'Afrique a le potentiel de se développer encore plus rapidement et de manière plus inclusive* ». Grâce à la diversification, les pays d'Afrique centrale recherchent des sources de revenus alternatives pour éviter la dépendance excessive à l'égard des industries extractives. Ils renforcent les mesures accordant des franchises de droits de Douane afin d'améliorer la libre circulation des personnes, des biens et des services.

Le *FMI*, à Washington DC en 2016, a recommandé à l'Afrique sub-saharienne (A.S.S) de mettre l'accent sur la diversification économique, l'amélioration du climat des affaires et la promotion de la confiance dans le secteur privé. Cela

permettra également une participation et des investissements plus importants dans différents secteurs. Les différentes parties prenantes, gouvernement, secteur public et privé, institutions de développement, devraient favoriser la compréhension des avantages comparatifs et concurrentiels. Les localités de différents pays d'Afrique centrale doivent croître à grande échelle dans les secteurs les plus productifs sur le plan économique, par le biais d'investissements en capital, de coopératives ou d'agrégats. L'intégration de la technologie dans les travaux sur le terrain, pour une identification et un développement de projet appropriés, afin d'accroître la productivité. Les défis sont documentés, ainsi que les opportunités. La tâche consiste à orienter les acteurs de tous les secteurs vers les avantages d'un paradigme économique inclusif, pour tirer parti de l'essor de la jeunesse, du taux d'urbanisation le plus rapide, des ressources naturelles et humaines. L'économie, comme le disent les Américains, n'est pas stupide. S'il y a des opportunités pour tous, la marée monte, tous les navires le seront également. Cette plateforme abordera la question de la finance, de l'industrie et de la fabrication dans le contexte de la libération du potentiel local et régional, pour un marché d'exportation.

Il y a le protectionnisme et le mondialisme, deux courants de pensée opposés. Les États-Unis se lancent dans des guerres commerciales et le Royaume-Uni (Brexit) s'efforce de sortir de l'Union européenne (protectionnistes). Entre-temps, la Chine, l'Allemagne, la France et de nombreux pays voient dans le monde un marché mondial d'intérêts économiques (Mondialistes).

Le Cameroun et la région doivent améliorer et renforcer leurs économies. Le résultat dépendra de la compréhension des attentes et des enjeux de la population camerounaise et de la sous-région Afrique centrale. En bref, qu'est-ce que la *CEMAC*?

La CEMAC :

L'Union Douanière des États de l'Afrique Centrale (*UDEAC*) fut créée en 1960 en tant qu'union douanière des États membres (Cameroun, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Gabon et Tchad). En 1994, l'*UDEAC* signe un traité pour la création de la *CEMAC* (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) en remplacement de l'*UDEAC*. L'objectif est de



promouvoir l'intégration sous-régionale par le biais d'une union monétaire, de maintenir le franc CFA comme monnaie et de réduire les rumeurs de dévaluation. Le traité de la *CEMAC* a été ratifié en 1999 pour promouvoir l'intégration sous-régionale par le biais d'une union monétaire, des échanges, l'instauration d'un véritable marché commun et une plus grande solidarité entre ses populations. Les Etats-membres partagent une structure financière, réglementaire et juridique commune et maintiennent des tarifs extérieurs communs (*TEC*) sur les importations en provenance des pays non membres de la *CEMAC*.

La région a été durement touchée par la chute des prix des matières premières. Les Etats-membres ont poursuivi leur réforme des politiques et des réglementations relatives au développement économique et à l'intégration régionale. Ceux-ci incluent des révisions sur l'identification et les passages frontaliers. Récemment, les présidents des Etats-membres se sont réunis au Tchad sous le thème «Intégration accélérée pour une *CEMAC* émergente». L'objectif était de renforcer les accords antérieurs sur la libre circulation des biens et des services et les exemptions de droits de douane. Ils ont mis l'accent sur la nécessité d'une coopération entre les agences frontalières. Ils ont passé en revue les engagements pris pour renforcer la politique monétaire et le système judiciaire. Il est recommandé que la fraternité et la convivialité existant entre les pays membres soient renforcées par des réunions et des interactions transfrontalières. Les Etats-membres doivent être compétitifs, comprendre le facteur de dotation naturel pour innover, se transformer et être plus productifs. Les ressources doivent être correctement identifiées, de manière à correspondre au véhicule du projet approprié. Contrairement aux pays développés, les pays d'Afrique centrale ne sont pas encore favorables aux échanges ou ont des échanges équilibrés, car les économies d'échelle ne correspondent pas à celles des pays développés. Les pays développés ont investi dans la technologie afin de suivre les tendances du marché et d'observer ses évolutions. Les pays d'Afrique centrale doivent mesurer les bénéfices et créer des marchés concurrentiels, au sein de la *CEMAC*, de la *ZLECA* et du monde entier. La région est la moins intégrée en Afrique subsaharienne «*Les pays qui réussiront en 2017 - quels que soient les résultats de l'économie mondiale - sont ceux qui diversifient leurs économies* », déclare Richard Attias, consultant et ancien producteur du Forum économique mondial de Davos. Sur le plan macro-économique, si les ressources non extractives sont combinées avec des

ressources extractives et sont bien gérées, cela entrainera la prospérité ainsi qu'une bonne répartition des richesses.

LE CAMEROUN

Avec une population de 23,5 millions d'habitants, le Cameroun compte la plus grande population de la sous-région. Un pays multiethnique, avec plus de 250 tribus. Les langues officielles sont le français et l'anglais. Les principales ressources sont agricoles (cacao, café, coton, thé) avec de grandes terres arables. Le Cameroun a des frontières communes avec les pays membres et fournit à la sous-région des experts dans divers domaines ; notamment dans les domaines bancaire et comptable. Le pays constitue le cœur de la région et a été le moins touché par la chute des prix des matières premières, avec une économie diversifiée (agriculture, pétrole et gaz et secteur manufacturier).

LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

Le potentiel des industries extractives et de l'agriculture n'a pas encore été exploité en raison d'une longue guerre civile. Il existe aujourd'hui une stabilité politique avec un Gouvernement réformiste élu. Le pays compte 5,6 millions d'habitants. La capitale est Bangui et est le siège de la *CEMAC*. Les langues principales sont le français et le sangho. C'est un pays riche en minéraux (or, uranium, etc.). Le gouvernement actuel a des objectifs de développement à long terme pour la réduction de la pauvreté, la croissance économique, la paix et la stabilité. Ils ont peu de dette extérieure en raison de la guerre civile. Le risque en RCA est proportionnel aux avantages. Bangui est l'avenir de la région dans divers secteurs: ressources naturelles, développement des infrastructures et énergie.

LE TCHAD

Le Tchad est le deuxième pays le plus peuplé de la région, après le Cameroun, avec 11,8 millions d'habitants. Il s'agit du cinquième pays le plus grand d'Afrique en termes de superficie. Il dispose d'un pipeline traversant le Cameroun pour le transport du pétrole. Les principales langues sont l'arabe et le français. Le Tchad entretient des relations étroites avec le Cameroun et a été durement touché par la chute des prix du pétrole. Le gouvernement est plongé dans la diversification économique. Ils ont mis en place un programme agressif pour transformer l'économie. Le réengagement démontré du Gouvernement

présente une opportunité dans les énergies renouvelables (énergie solaire) pour l'agriculture, compte tenu de la température et de l'étendue du territoire.

LA REPUBLIQUE DU CONGO

La République du Congo est séparée de la République démocratique du Congo par le fleuve Congo, avec une population de 4,2 millions d'habitants, et est une nation dépendante du pétrole. Sa capitale est Brazzaville, avec une rivière qui traverse tout le pays et ayant une capacité suffisante pour produire de l'hydroélectricité afin d'alimenter la région. Le pays a le potentiel de devenir l'un des pays les plus stables de la région. La langue principale est le français. L'économie repose sur le pétrole et le gaz, l'agriculture et les ressources minières.

LA GUINEE EQUATORIALE

Le plus petit pays de la région, appelé communément «GE», compte 1,3 million d'habitants. La capitale est Malabo et la langue principale est l'espagnol. Ils ont entrepris des investissements massifs dans les infrastructures ; par exemple une ville portuaire ultra-moderne appelée Bata pendant le boom pétrolier. La Guinée Equatoriale a été affectée par la chute des prix du pétrole et se diversifie pour se transformer. Exxon Mobil a investi dans des champs pétrolifères en G.E. Elle est parmi les pays de l'Afrique sub-saharienne à inclure des dispositions relatives au contexte local dans leur code minier

LE GABON

Le Gabon est le deuxième pays le moins peuplé après la GE, avec une population de 1,98 million d'habitants. La capitale est Libreville. C'est un pays riche en pétrole et, à l'instar de la GE, la chute des prix du pétrole a affecté son économie. Le Gabon met l'accent sur la diversification pour la transformation économique. Comme le Cameroun, il dispose de forêts riches et profondes avec un potentiel pour l'agriculture et le tourisme. Le dynamisme du Gabon s'est manifesté dans son partenariat avec *OLAM* pour développer l'un des plus grands projets de production de palmiers à huile en Afrique.

ANALYSE COMPARATIVE AVEC LES TIGRES ASIATIQUES

Il est donc pertinent de procéder à une analyse entre la sous-région CEMAC et les «*Tigres asiatiques*». L'histoire des Africains en tant que commerçants des VIIe-XIVe siècles, le récit «L'essor de l'Afrique» et la transformation

économique de quatre pays asiatiques est un récit convaincant. Cette analyse établira un parallèle entre les «tigres asiatiques» de Singapour, Taiwan, la Corée du Sud et Hong Kong et les six pays membres de la *CEMAC*. Dans les années 90, en raison de son emplacement stratégique, de son idéologie politique, de son dur labeur et de ses progrès technologiques, l'économie des «Tigres asiatiques» progressait de 7%. Ils ont attiré des investissements étrangers directs ainsi que des aides pour développer leurs économies et améliorer leurs relations commerciales. Ils bénéficiaient d'exemptions de droits de douane. (Taïwan des États-Unis et Hong Kong du Royaume-Uni.) Ils ont diversifié leurs économies, en augmentant le potentiel de leurs ressources, afin d'obtenir des rendements optimaux en tant que fabricants, industriels ou conduits. Ils ont créé un énorme marché d'exportation et développé un centre de technologie de l'information. Ils sont aujourd'hui parmi les meilleurs dans les domaines de la science et de la technologie, de l'éducation et de la fabrication. Leurs économies progressent de 9%.

En comparaison avec les Tigres asiatiques, ce qui s'est passé dans la région de la *CEMAC* peut être contextualisé. La révolution économique asiatique a débuté dans les années 50 jusqu'à la décennie 1990 et a duré plus de 40 ans. . En Asie, c'était une combinaison de nombreux facteurs, qui se manifestent aujourd'hui dans la région de la *CEMAC*. La révolution économique africaine est encore jeune. Il existe de vastes terres arables et une démographie des ressources naturelles qui favorise la croissance économique (forte croissance des jeunes, femmes dans le secteur informel). Il y a des améliorations dans l'intégration régionale, la réforme du gouvernement dans les politiques et réglementations en matière d'agriculture, de santé et d'éducation, un meilleur accès à l'électricité, à l'eau et enfin la démocratie. «Les investisseurs sont attirés par les grands marchés et l'intégration est nécessaire pour aider les entreprises africaines à prendre de l'ampleur. Favoriser une intégration régionale plus étroite est également important pour permettre une industrialisation plus rapide étant donné que, comme nous l'avons noté plus haut, les trois quarts du potentiel de croissance de la production manufacturière de l'Afrique résident dans la satisfaction de la demande sur le continent. »*MGI 2016*.

Il est temps que la sous-région *CEMAC* imite l'exemple des «*Tigres asiatiques*» et que des groupes régionaux similaires en Afrique subsaharienne construisent une économie de hub prospère. Selon le rapport d'Ernst & Young sur l'attractivité de l'Afrique, les économies centrales d'Afrique représentent la

majorité des *IFD*. Les investisseurs étrangers tendent à se tourner vers des économies plus diversifiées et plus vastes, telles que le Maroc, l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Kenya et le Nigéria. Ensemble, elles ont reçu 58% des *IFD* pour des projets sur le continent. Dans un article de Razia Khan intitulé (*Croissance, atout et dette en Afrique: principales tendances économiques à surveiller en 2017*), il écrit: «*Les maigres infrastructures et la faible complémentarité des échanges ont nui aux initiatives commerciales antérieures. Cependant, face à la menace de nouvelles perturbations de la structure des échanges existants et de l'intégration de la chaîne d'approvisionnement, il est encore plus important que les économies africaines commencent à commercer davantage entre elles*».

Comparativement, les groupes et les pays d'Afrique orientale et occidentale ont dépassé l'Afrique centrale en termes d'*IFD*. L'Éthiopie et le Kenya, avec l'appui de la *BAD*, ont construit ensemble un tronçon de route de 504 km entre Mombasa, Nairobi et Addis-Abeba. Le commerce devrait passer de 35 millions à 175 millions de dollars américains entre les deux pays d'ici la fin de la construction de la route en 2019. L'Afrique orientale et australe a créé un marché commun de 26 pays comprenant 3 régions économiques relevant de la zone de libre échange tripartite (*TFTA*). Afrique australe (*COMESA*), la Communauté de l'Afrique de l'Est (*CAE*) et la *SADEC*, avec une population combinée de 600 millions d'habitants.

La région *CEMAC* avec une population combinée de 43 millions d'habitants sera mieux servie pour créer une économie pivot. Cette économie peut former un marché commun avec la *CEDEAO*, qui compte environ 335 millions d'habitants, qui sont ses voisins les plus proches au niveau régional. La *CEMAC* devrait organiser des foires commerciales intra-régionales

Le Cameroun a été désigné comme l'un des pays à prendre en compte la croissance de la consommation en Afrique. «*Deux segments de consommateurs sur cinq marchés géographiques distincts - l'Angola, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo et le Ghana - devraient représenter ensemble 11% de la croissance de la consommation de l'Afrique à l'horizon 2025*» .MGI 2016.

Pour que la sous-région *CEMAC* atteigne son potentiel, il faut un leadership visionnaire, pratique et déterminé du Cameroun. Le Cameroun a mis en place

des politiques qui, si elles sont bien appliquées, joueront un rôle central dans le renforcement de l'intégration régionale.

LE CAMEROUN: PORTAIL POUR UNE ECONOMIE-PIVOT DANS LA REGION

Le Cameroun pourrait devenir l'un des pays les plus riches d'Afrique subsaharienne. Le pays a été qualifié d'Afrique en miniature, avec de vastes terres arables, des produits agricoles comme le cacao, le café, le coton ; les



ressources naturelles, le pétrole (le *GNL* vient de commencer). Sur la base de son emplacement, de sa population, de sa géographie et de ses ressources humaines, le Cameroun peut servir de centre économique pour la région *CEMAC*. Le pays partage des frontières avec les pays membres et une longue frontière avec le Nigéria. Le

Cameroun est doté d'un port fluvial à Douala et de ports en eaux profondes sur le chemin de Kribi et de Limbé. Le Cameroun sert de transit ou d'origine pour les produits importés et fabriqués localement vers le Tchad, la République centrafricaine et d'autres pays de la région. Avec une vision stratégique et une mobilisation appropriée des ressources associées à des immobilisations, il est possible de formuler un plan pour la croissance à long terme du Cameroun et de la région.

Au plan politique, le Cameroun est l'un des pays les plus stables de la région. Un pays ouvert, diversifié et réceptif. Actuellement, il existe des problèmes de marginalisation dans les régions anglophones du Cameroun, ainsi que d'actes terroristes dans le nord du fait de combattants étrangers, appelés Boko Haram. Les effets ainsi que l'impact ne doivent pas être minimisés, car tout ceci constitue des menaces pour le développement économique.

Les perspectives économiques du Cameroun sont prometteuses. La croissance du pays a été supérieure à la moyenne par rapport à celles des pays de la région et continue de croître. La CAA (Caisse Autonome d'Amortissement) a déclaré en mars 2016 que 70% de la dette publique extérieure du Cameroun se situait entre 2% et 3%, et qu'entre mars 2015 et mars 2016, le Cameroun avait versé plus de 81 milliards de francs CFA en intérêts sur sa dette. Selon un rapport de PWC publié en mars 2016 sur les perspectives du commerce de détail en Afrique

subsaharienne et plus particulièrement au Cameroun, «les perspectives de 2015 à 2020 sont plus encourageantes, la croissance devant s'accélérer en moyenne de 5,5% par an en moyenne. La faiblesse persistante des prix du pétrole pourrait nuire à cette performance. L'inflation devrait rester stable entre 1,9% et 2,2% d'ici 2020 »

Le 23 décembre 2016, le Président camerounais a convoqué les chefs d'États des pays membres de la région de la *CEMAC* pour leur demander de renforcer la valeur du franc CFA. Ils ont unanimement dit «NON» à la dévaluation du franc CFA. Les rumeurs sur la dévaluation avaient créé une incertitude et une insécurité économique. Lors de réunions ultérieures avec le *FMI*, le Fonds a recommandé la transformation économique, la diversification et le renforcement de l'intégration régionale. Les pays membres ont proposé un programme en 21 points pour remédier à la crise financière provoquée par la chute du prix des matières premières. Ils ont créé un comité de suivi chargé de superviser la mise en œuvre de l'agenda en 21 points. Conformément aux dispositions de l'article 4, le Fonds rencontre les Etats membres pour un examen et des recommandations sur la politique fiscale, les recettes, la gestion de la dette extérieure et la discipline économique. Ils ont mis en garde sur l'assouplissement de la politique monétaire, les avances statutaires au Gouvernement national et le financement indirect.

Suite à la réunion de décembre 2016 avec Christine Lagarde du *FMI*, le Cameroun a obtenu l'accord pour un prêt de 390,4 milliards de dollars, aux titres de la facilité de crédit élargie du *FMI*. Ce prêt devait couvrir une période de 3 ans. Il visait à aider le Cameroun compte tenu du ralentissement de la croissance, de la baisse des recettes et de l'augmentation de la dette publique, a déclaré le Directeur Général Adjoint du *FMI*, M. Mitsuhiro FuruSawa. Ce prêt devait contribuer à la création d'un marché régional et au renforcement du secteur privé pour le développement durable. Il a été conseillé au Gouvernement de fournir des plans de développement stratégique pour la mise en œuvre des objectifs à long terme.

Ces recommandations visaient la construction et le renforcement de la volonté résolue d'assurer le succès des accords conclus lors de la réunion des chefs d'Etat de décembre 2016. Les initiatives sont louables compte tenu de leur importance et de leur impact immédiat sur la croissance économique. L'ancien ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire M. Louis Paul Motaze, lors du Sommet des ministres de la sous-région *CEMAC* à

Douala le 29 septembre, a réaffirmé la nécessité d'une action concertée et d'une collaboration entre les pays membres. C'était après l'évaluation de leurs performances, compte tenu des 21 conditions de réforme proposées par le *FMI*.

Le ministre de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire avait identifié en 2016 au Cameroun des projets nécessitant un financement, appelés *DPBF (Document de Projets à Besoin de Financement)*. Certains projets identifiés étaient accompagnés d'études. L'agriculture de deuxième génération progresse avec l'aide du *MINADER*, ainsi que de nombreuses autres activités économiques dans l'industrie manufacturière, les soins de santé, les ressources en eau, l'électricité et les infrastructures. La mise en œuvre de bonnes politiques, associée à l'engagement du Gouvernement et à la participation du secteur privé, transformera l'économie du Cameroun.

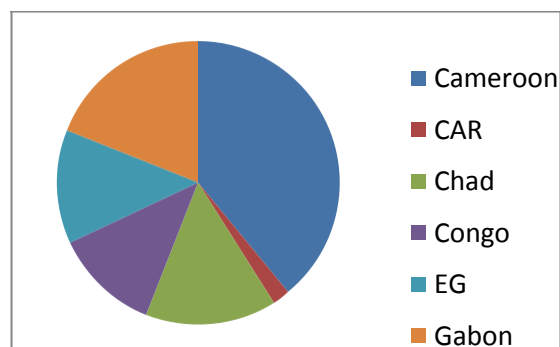
À cette fin, le Gouvernement a créé des groupes d'experts qui ont formulé des



recommandations, dont certaines ont déjà été mises en œuvre dans le but de créer un environnement économique propice aux investisseurs. Le Gouvernement a procédé à une innovation de la politique et de la réglementation en vue de faciliter les affaires au Cameroun ; tout en restant

ouvert aux recommandations. Le gouvernement a signé un accord de partenariat économique (*APE*) avec l'Union européenne. Certains pays membres doivent encore signer. Les avantages de l'*APE* pour le Cameroun et la région dépendront des prédispositions prises et ne doivent pas être précipités.

LE P.I.B NOMINAL 2015 DE LA CEMAC EN FCFA



En mai 2017, le Gouvernement a organisé à Yaoundé un forum de deux jours sur l'investissement, coordonné par la Présidence de la République. C'était une plate-forme pour les secteurs public et privé permettant de créer des réseaux, voire des opportunités de partenariats dans divers domaines ; à savoir : l'agriculture de deuxième génération, la technologie, les infrastructures, la fabrication, le tourisme et l'hôtellerie. Parmi les participants, figurait Tony Elumelu, un entrepreneur et philanthrope de renom de Heirs Holdings, qui a insisté sur le rôle du secteur privé dans la création de richesses et la réduction de la pauvreté par rapport au rôle du Gouvernement. Il a identifié le Cameroun comme l'un des pays d'Afrique où la banque *UBA* (dont il est le président) exploite de nombreuses succursales. Le Cameroun a déclaré à la fin du forum qu'il était ouvert aux opportunités d'affaires.

Le pays a lancé un programme de développement économique et de création de richesses, baptisé *Vision 2035*, visant à réduire la pauvreté. C'est un projet de 20 ans réparti en trois phases : 2018 est actuellement la fin de la première phase de 10 ans, basée sur la croissance économique. La deuxième phase, qui débutera en 2020, durera jusqu'en 2027 et portera sur la transformation de l'économie en une économie à revenu intermédiaire. La classe moyenne dotée d'un pouvoir d'achat viendra compléter la phase finale de 2027 à 2035. Cette phase sera celle de l'industrialisation, intensifiée pour être compétitif dans l'économie mondiale en matière de commerce et d'investissement. *Vision 2035* est un projet ambitieux qui s'aligne sur ceux d'autres pays d'Afrique tels que Rwanda 2020 et Ghana 2020. Ses objectifs sont définis dans des projets dans divers secteurs visant à traiter de la démocratie, de l'unité nationale et de la transformation économique afin de stimuler la croissance et l'emploi. Ces projets comprennent entre autres : l'agriculture, l'énergie et l'électricité, les sciences et la technologie, les infrastructures, la fabrication et l'industrie. Pour les projets de développement d'urgence ; il est arc-bouté sur le Plan d'urgence triennal (*PLANUT*).

Dans la poursuite de ces objectifs, le gouvernement a créé des agences chargées de faciliter, d'orienter et de guider les investisseurs. L'Agence de promotion des investissements (*API*) et le Conseil d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (*CARPA*), entre autres. L'agence de promotion des investissements joue le rôle de passerelle et d'interface avec les investisseurs locaux et internationaux. Le *CARPA* aide et conseille dans le cadre d'accords de partenariat public-privé dans la formation d'entités, qui répondent aux lois et

règlements du Cameroun. Ces agences servent de pôles de communication pour l'assistance et la présentation aux différentes parties prenantes. Cette approche du Gouvernement est réaffirmée par Afreximbank African Trade Report «*Une nouvelle génération de gouvernance économique reflète cette approche d'une gestion économique équilibrée et pragmatique et considère les Gouvernements comme des facilitateurs de la croissance, des créateurs de marchés, des responsables du respect des normes institutionnelles et des fournisseurs d'infrastructures favorables*».

En ce qui concerne le retour sur investissement, le Cameroun est le pays présentant le plus de garantie, car l'économie a été la plus résistante de la sous-région. Avec des experts chevronnés en conseil transactionnel et en communication efficace, il existe un fort potentiel de croissance. La transformation économique au Cameroun prendra de l'ampleur dans l'industrie et le secteur manufacturier si les recommandations politiques sont bien appliquées et exécutées dans certains secteurs, y compris :

- agriculture
- électricité et énergie
- Pétrole et gaz
- Développement des ressources en eau
- Technologie de l'information et de la communication (TIC)
- Banque et assurance
- Economie du changement climatique.

L'AGRICULTURE

L'agriculture a toujours été la principale activité économique, tant pour la subsistance que pour l'exportation. C'est grâce à la révolution verte lancée par le président Ahidjo il y a plus de 50 ans que plus de 60% de la population active travaille dans ce secteur. Le deuxième employeur après l'Etat est la Cameroon Development Corporation (CDC) dans le secteur de l'agriculture. Le Cameroun est le troisième exportateur de cacao en Afrique. Les autres produits d'exportation sont : la



banane, le caoutchouc, le coton et le café. Les agriculteurs ruraux produisent du maïs, du riz, du haricot, du plantain, de l'igname, du caoutchouc, du coton et du café entre autres, pour la consommation locale et l'exportation vers les pays voisins. Le Cameroun sert de grenier à l'Afrique centrale ; notamment au Tchad, à la Guinée équatoriale et au Gabon.

Le Ministère de l'Agriculture et la Chambre d'Agriculture, en partenariat avec les *O.N.G*, la *Banque Mondiale*, l'*Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID)* et l'*Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)* jouent un rôle important dans le développement de ce secteur. Les États-Unis à travers la *Loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique (AGOA)*, ainsi que l'Union Européenne apportent leur aide par le biais d'exemptions tarifaires et d'une formation permettant un accès préférentiel aux marchandises en provenance d'Afrique. Les exemptions de taxes sur le matériel, les pesticides et les engrais ne suffisent pas. Les parties prenantes, les Gouvernements, les secteurs privé et public doivent créer une synergie sur la manière d'améliorer la productivité. Ce secteur a besoin de regroupements commerciaux avec des données de l'Institut national de la statistique sous la supervision du Conseil national de la statistique. Cela fournira les informations utiles sur les cadences de production nécessaires pour un avantage comparatif entraînant l'accroissement d'échelle ainsi que la valeur ajoutée. Des progrès technologiques dans la collecte de données à distance et des enquêtes sur la fertilité des sols et d'autres conditions environnementales sont nécessaires pour accroître la production.

Pour une *agriculture de seconde génération (ASG)* efficace, le Cameroun doit passer de l'agriculture de subsistance à l'agro-industrie grâce à une formation adéquate, au renforcement des capacités et à des investissements. Le Cameroun produit en deçà de sa capacité en maïs, haricot, manioc et autres cultures. L'agriculture offre des opportunités en matière d'énergies renouvelables et de technologies permettant de diversifier les activités de fabrication et d'industrie. *«On ne peut pas simplement extraire ce qui pousse et vendre à l'étranger, puis racheter des produits finis, car cela signifie exporter des emplois»*, a déclaré le Dr Jenniffer Blank, Vice-Président agriculture, développement humain et social à la Banque Africaine de Développement.

L'innovation dans ce secteur, notamment dans l'agroalimentaire et l'industrie, créera des emplois, de la richesse et transformera radicalement l'économie camerounaise.

L'ELECTRICITE ET L'ENERGIE

Au Cameroun, l'électricité est régie par la LOI N ° 2011/022, relative à la modernisation et au développement du secteur de l'électricité. Le Gouvernement, par le biais de réglementations et de politiques, s'attaque au manque d'alimentation électrique adéquate et aux pénuries fréquentes. Le Cameroun accepte les additions d'électricité pour les projets hors réseau et intra-réseau. Le Gouvernement offre des garanties souveraines sur les *contrats d'achat d'électricité (PPA)* pour ce qui est des projets intra-réseau. La loi prévoit le développement des énergies renouvelables et efficaces pour développer les zones rurales et urbaines. Il existe des règles générales régissant les contrats de partenariat dans la construction rapide d'infrastructures pour les projets énergétiques.

Les sources d'énergie comprennent l'hydroélectricité, le gaz naturel, l'énergie solaire, la biomasse et le vent. La production hydroélectrique la plus exploitée est d'environ 75%. La capacité de production au Cameroun est aujourd'hui d'environ 1 500 MW. Le taux d'électrification au Cameroun est l'un des plus élevés de la sous-région et dépasse 60%. Les principaux barrages hydroélectriques sont Song Lolou, Edea et Lagdo. Il existe des centrales thermiques à Limbé, Yaoundé, Mbalmayo, Douala, Ebolowa et Kribi avec une capacité de production d'environ 500 MW. Le Gouvernement camerounais, la BAD, la Banque Mondiale et la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) entre autres, financent actuellement des projets énergétiques au Cameroun.

Le «*New Deal sur l'énergie pour l'Afrique*» de la Banque Africaine de



Développement (BAD) devrait fournir d'ici 2025 un accès universel à l'électricité en Afrique, jusqu'à 160 GW. De même que *Power Africa* et d'autres projets dans les énergies renouvelables, il n'a pas encore été optimisé. Il existe une finance «verte»

et des obligations «vertes» pour les opérateurs indépendants dans les énergies renouvelables. Les équipements solaires sont de moins en moins coûteux et

donc abordables, tandis que les batteries sont également bon marché et durent plus longtemps.

ENEO s'est révélé visionnaire et novateur dans la gestion de la distribution d'énergie électrique. Ils ont amélioré la distribution et réduit considérablement les pénuries d'électricité.

LE PETROLE ET LE GAZ

Ce secteur relève du Ministère des Mines, et la Société nationale des hydrocarbures (*S.N.H*) est chargée de promouvoir et de valoriser les ressources. Il existe un code minier qui favorise les opérations sur le territoire national.

Selon la *S.N.H*, le Cameroun a produit 27,72 millions de barils de pétrole en 2017 et 435,79 millions de mètres cubes. Le pays produit environ 69 000 barils par jour à compter de juin 2018 ; ce qui représente 60% de l'économie. Le dispositif juridique prévoit deux types de contrats ; à savoir : les contrats de partage de production et les contrats de concession.

Dans une publication de Kate Douglas intitulée «*Comprendre les opportunités commerciales inexploitées du Cameroun*», elle cite NJ Ayuk, P.D.G de *Centurion Law Group* et auteur de *Big Barrels Africa*: «*Le Cameroun a le potentiel de créer une base pétrolière et gazière en aval et de mettre en place des usines pétrochimiques pour l'urée, l'ammoniac, le méthanol, les engrais et le gaz naturel liquéfié (GNL), ainsi que pour la mise en place d'installations de production d'électricité* ». Et selon NJ Ayuk, "il s'agit de projets très rentables qui garantissent des rendements intéressants et créeront davantage d'emplois dans le pays". La majeure partie du gaz au Cameroun est achetée par la *Kribi Power Development Company*. M. Elias Pungong, un leader du secteur pétrolier et gazier en Afrique dans un éditorial intitulé «*Le cas de l'industrie gazière nationale au Cameroun*» a proposé une révision de la stratégie dans le secteur gazier camerounais. Le marché du *gaz naturel liquéfié (GNL)* au Cameroun est encombré par une foule de facteurs : une entrée tardive sur le marché, un marché concurrentiel, les fluctuations des prix du pétrole et la diminution des ressources, pour ne nommer que ceux-là. Il conseille sur les nouvelles stratégies intégrant les avancées technologiques et la libéralisation du secteur gazier pour attirer les investissements.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES EN EAU

La gestion et la mise en œuvre des ressources en eau au Cameroun sont assurées par des organismes publics urbains et ruraux : *CAMWATER* (société camerounaise en charge du service public de l'eau et de l'assainissement), le Ministère de l'énergie et de l'eau (*MINEE*), le Ministère de l'habitat et du développement urbain (*MINHDU*), *La camerounaise des eaux* (CDE). Le pays bénéficie du soutien des institutions de financement du développement telles que la Banque Mondiale, et autres institutions. Il est nécessaire d'accroître l'approvisionnement en eau des zones urbaines en raison des taux d'urbanisation rapides et de la croissance démographique. Des travaux sont en cours dans les grandes villes où de nouvelles canalisations sont installées. L'inadéquation de l'approvisionnement annuel en eau naturel des zones de captage, ainsi que le manque d'installations de captage et de mise en commun des ressources en eau, ont entraîné une pénurie dans certaines zones. Les zones rurales sont incapables de payer pour la consommation d'eau en cas d'adduction. La monétisation de l'approvisionnement améliorera les infrastructures et la disponibilité de l'eau.

À l'aube des *objectifs du millénaire pour le développement (OMD)*, les Nations Unies ont désigné le Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour inclure les ressources en eau. La fourniture d'eau propre et potable pour la santé, l'industrie et l'agriculture aura un impact sur le tissu socio-économique du pays et augmentera la productivité.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Ce secteur relève du Ministère des Postes et des Télécommunications. Les revenus du secteur des télécommunications en 2016 s'élevaient à 1,1 milliard de dollars, soit une augmentation de 6,2% par rapport à l'année précédente ; ceux-ci continuent de croître. L'augmentation de la vente et de l'utilisation de téléphones Android, sur des bandes passantes faibles, a plus que triplé en moins de 2 ans. Le coût du haut débit reste élevé par rapport aux pays développés. Le MinPostel, dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (*DSCE*) pour une économie numérique s'efforce de développer le haut débit et de réduire les coûts. Le Gouvernement envisage de poser environ 2 000 km de fibres optiques dans le but d'atteindre les zones les plus reculées. Le ministre a récemment reçu une délégation du Brésil sur la fibre optique reliant le Cameroun au Brésil. Le système de câble sous-marin Nigeria-Cameroun

(SCSNC) est l'un des projets d'amélioration de la large bande. Le projet *Africa Coast to Europe (ACE)* et le *South Atlantic Interlink (SAIL)* sont tous des systèmes câblés destinés à améliorer le service internet dans la région et au Cameroun. Il y a le projet *Central Backbone (CAB)* initié par la *CEMAC* pour la communication à haut débit.

Le pays vise à être entièrement numérique d'ici 2020, afin de permettre l'innovation technologique.

Il existe des opportunités en matière de financement participatif, de chaînes de blocs et de crypto-devises pour les transactions financières via des relations de confiance en ligne. Il existe une intelligence artificielle (*IA*) qui donne des prévisions pour les entreprises; cela précédera l'innovation pour de nombreuses entreprises. La croissance des transferts d'argent mobile via *MTN* et *Orange* a facilité les transactions relatives à la vente de biens et de services vers les zones reculées. Les services d'argent mobile représentent 20% de leur potentiel de marché, car plus de 50% de la population camerounaise n'est pas bancarisée.

Des plates-formes telles que WhatsApp jouent un rôle important dans les paiements et la publicité en Afrique, selon Yinka Adekoge, rédacteur en chef de Quartz pour l'Afrique. Il fonctionne sur une faible bande passante et constitue le système de messagerie le plus utilisé sur les marchés émergents. La commercialisation de WhatsApp facilitera les transactions commerciales et les paiements aux petites entreprises. *«Cependant, pour que les projets d'investissement soient bien gérés, les technologies modernes doivent être intégrées à la gestion de projet. Je dirais que le véritable défi réside dans la capacité de l'État et du secteur privé à maîtriser ces technologies »*, a déclaré M. Babissakana, expert financier, fondateur et Directeur Général du cabinet conseil *Prescriptor*.

Avec la technologie et l'innovation, le Cameroun peut passer à la quatrième révolution industrielle qui est le numérique. La population croissante de l'Afrique centrale compte de plus en plus de jeunes férus de technologie qui ont démontré leur capacité à innover sur des plateformes *O.T.T* comme Facebook, WhatsApp et Twitter . En janvier 2017, le ministre avait promis de superviser et de soutenir les jeunes de ce secteur, notamment à travers des infrastructures. Si le potentiel du secteur est exploité, afin de répondre aux frictions, des perturbations se produiront dans divers secteurs et offriront d'énormes possibilités aux entreprises.

Le Cameroun compte 14 banques de premier rang intra-régionales, nationales et étrangères. Les activités bancaires ainsi que des opérations sur valeurs mobilières sont autorisées par les Ministères des Finances des Etats membres et par la Commission Bancaire d'Afrique Centrale (*COBAC*).

La Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (*CEMAC*) régit les règles des banques et des établissements financiers. Le Cameroun a ratifié le traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (*OHADA*). La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (*BEAC*) définit des règles relatives aux banques et aux valeurs mobilières.

Il existe différentes écoles de pensée sur le secteur bancaire au Cameroun et dans la région. Le premier est l'innovation et l'expansion des banques au-delà des frontières. Les banques occidentales sont remplacées par des banques à participation majoritaire africaine (*UBA*, *Ecobank*), qui poursuivent des objectifs à long terme d'investissement dans des produits volumineux avec des rendements plus lents sur l'épargne locale, la dispensation des crédits pour des projets plus petits à rendement et croissance plus rapides. Ces banques ont tendance à rester plus petites en raison de leur portée et de leur ampleur. Chaque banque doit déterminer le modèle qu'elle préfère.

La majeure partie de la population camerounaise est non-bancarisée, d'où la plupart des camerounais comptent sur des tontines pour épargner et également avoir accès au crédit. Les banques devraient améliorer les prêts aux entrepreneurs individuels et aux entreprises existantes grâce à des modules d'investissement créatifs. Les gains à long terme proviennent de la croissance du capital résultant du retour sur investissement d'entreprises prospères, par rapport à de simples intérêts sur des prêts à la consommation. Le rôle croissant des banques locales et régionales consiste à faire en sorte que les citoyens développent une culture de l'épargne tout en utilisant les banques pour leurs transactions commerciales. Les banques devraient investir dans la technologie, avec divers produits et services pour permettre la transformation numérique. Les systèmes de paiement en ligne pour les biens et les services sont en train d'être mis à l'épreuve par les banques via des plateformes en ligne non réglementées. Les banques peuvent créer des relations à long terme, fiables et vérifiables avec les tontines. Cela permettra de mettre en place un système local de vérification du crédit permettant des prêts poste à poste pour des investissements dans de grands projets, gérés par les banques en collaboration avec les tontines. *«La prochaine étape du développement de la banque en Afrique sera*

transformationnelle. Il cherchera à remplacer les modèles bancaires traditionnels par des modèles plus appropriés pour traiter les problèmes urgents de financement des projets de développement et d'infrastructures qui font cruellement défaut; et d'autre part, rendre la banque plus accessible à la majorité de la population à un coût abordable.» Arnold Ekpe, magazine Africa Business, 29 décembre 2014.

Les banques camerounaises ont bien résisté pendant et après la chute des prix du pétrole. À la fin de juin 2015, l'actif total des banques avait augmenté de 6,2% par rapport à l'année précédente, tandis que les dépôts et les crédits avaient augmenté respectivement de 6,1% et 13,0%, selon le rapport du *FMI* sur le Cameroun de décembre 2015. Entre l'utilisation de technologies améliorées et le marché croissant des consommateurs, il y a encore beaucoup à faire dans le secteur.

UNE CROISSANCE ECONOMIQUE RESPECTUEUSE DU CLIMAT

L'Accord de Paris de 2015 proposait de réduire l'augmentation de la température mondiale moyenne en dessous de 2°C. Il incluait des allocations par le biais de financements et d'autres mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à financer le développement résilient au changement climatique à partir de 2020. Actuellement, 60% des émissions proviennent de la Chine, des États-Unis, de l'Union européenne et de l'Inde. L'Afrique est le continent qui a le moins contribué à la pollution et offre en même temps une possibilité de réduction des émissions de CO_2 , grâce aux énergies renouvelables. Cette opportunité de financer des sources d'énergie moins onéreuses est tout à fait possible car la région a besoin de développement d'infrastructures. Les énergies renouvelables créeront des emplois grâce à des politiques intelligentes face au climat.

Le récent rapport sur le climat des Nations Unies souligne les avantages des investissements dans le climat. Cela stimulera l'économie mondiale et rapportera environ 26 000 milliards de dollars d'ici 2030. Il existe des projets au Cameroun dans le secteur de l'énergie solaire, relevant du Département de l'énergie solaire, au Ministère de l'Énergie et de l'Eau (*MINEE*). Il existe diverses initiatives telles que *Power Africa*, une initiative américaine, «*Light Up*» Africa de la *BAD*. Il existe des financements via des *obligations vertes*, des options de financement pour le climat via le fonds des Nations Unies pour le climat, *IRENA* et les pays scandinaves. Tous ces éléments doivent être

accompagnés d'une étude de projet local. La *Banque Mondiale* prévoit d'investir plus de 200 milliards de dollars sur cinq ans, de 2021 à 2025.

Des projets en cours d'énergie propre sur le continent africain sont financés par le *Fonds d'Investissement et de Soutien aux entreprises en Afrique (FISEA)*, membre du Groupe de développement des infrastructures privées (*GDIP*). Il est nécessaire de rechercher des partenaires techniques et financiers, en particulier dans le nord du Cameroun et au Tchad. L'énergie renouvelable ne devrait pas être limitée à un usage domestique ou à l'éclairage d'unités individuelles. Il a un rôle primordial à jouer dans l'agriculture, l'industrie et le secteur manufacturier pour créer des emplois et fournir une énergie propre et bon marché.

LES OBSERVATIONS :

Malgré les réformes et les modifications de la réglementation, le gouvernement a encore beaucoup à faire pour créer un environnement favorable, réduire les délais et les goulots d'étranglement administratifs. Le rôle du gouvernement dans le développement économique inclusif est encore plus important. Celui-ci devrait assurer la bonne gouvernance, lutter contre la corruption, veiller à la sécurité et aux risques. Pour les entrepreneurs, le défi consiste à savoir comment fonctionner dans des environnements aussi difficiles tout en étant rentable. Un changement de paradigme est nécessaire, dans les secteurs public et privé.

Des acteurs du secteur privé, tels que Tony Elumelu du Nigéria, Moh Ibrahim du Soudan et Ali Dangote du Nigéria, créent de la richesse et contribuent aux activités fondamentales d'une Afrique autonome. Les efforts des gouvernements de la région pour adopter des politiques visant à développer une économie diversifiée doivent être complétés par des acteurs non étatiques. Il est nécessaire que toutes les parties prenantes dans certains domaines, notamment : innovation, communication efficace, diaspora, dividende démographique, renforcement des capacités et composante juridique. La compréhension de ces facteurs stimulera la productivité, étant donné le potentiel de la région pour améliorer les fondamentaux prioritairement nécessaires en toile de fond.

L'INNOVATION :

Le Cameroun et la région sont confrontés à une croissance démographique rapide et ont besoin de services locaux et spécifiques. Lorsqu'il y a des frictions, il est nécessaire d'identifier correctement les problèmes liés aux services. L'innovation et les perturbations fourniront des solutions moins coûteuses, plus

efficaces et plus durables. Il y a des débats ouverts sur la question, ainsi que d'autres plates-formes qui fournissent des solutions sur le bas débit. «*L'ingénierie doit être globale tout en s'adaptant aux besoins locaux....*» Tous saluent les concepteurs de produits GloCal le 23 août 2017 par Ndibuisi Ekekwe.

L'innovation dans les domaines de la santé, des arts et de la culture, de la banque et de l'éducation peut améliorer les produits et services existants et créer de nouveaux produits et services accessibles et adaptés aux besoins locaux.

UNE COMMUNICATION EFFICACE

Une communication efficace est nécessaire pour mettre en évidence le potentiel des divers secteurs. La mentalité de la caisse de résonance doit être révisée. Le rôle des médias devrait être orienté vers un contenu ou des messages édifiants servant les intérêts du développement et de la transformation économique. «La publicité a toujours été tributaire du pouvoir des médias traditionnels de fédérer des consommateurs aux vues similaires autour de la télévision, de la radio ou dans la presse écrite. Mais l'invention d'Internet a mis à la disposition des spécialistes du marketing un média aux contours encore indéterminés, offrant des possibilités infinies d'atteindre et d'engager les consommateurs »Rebecca Bezzina, R/GA Sydney. Le Rwanda, des pays et des villes du Moyen-Orient comme le Qatar et Dubaï font de la publicité et du *branding* pour attirer des investisseurs, des touristes et des entreprises. Il devrait y avoir une sensibilisation, avec des informations en retour sur le potentiel de croissance dans certains secteurs, qui repose sur des données. Le potentiel et les défis doivent être abordés. La stratégie de marque du pays devrait intégrer la composante des objectifs atteints avec des résultats, et ne pas se limiter au potentiel. Il devrait y avoir des centres, des portails, des centres politiques et des groupes de réflexion pour informer sur la dynamique au Cameroun et dans la sous-région.

LA DIASPORA

Le rôle de la diaspora dans la transformation économique de la région n'a jamais été aussi important. Le discours doit changer pour refléter le potentiel de la région, en tant que nouvelle frontière économique, alors que nous assistons à la ruée vers l'Afrique. Le rôle de la diaspora devrait être dans le transfert de technologies, le partenariat avec de jeunes entrepreneurs dans la construction de projets ; les technocrates revenant pour éduquer et former. Des solutions innovantes contextualisées et adaptées pour tirer parti des exigences étrangères et des réalités locales.

Le rôle de la diaspora devrait être dans le transfert de technologies, le partenariat avec de jeunes entrepreneurs dans la construction de projets ; les technocrates revenant pour éduquer et former. Des solutions innovantes contextualisées et adaptées pour tirer parti des exigences étrangères et des réalités locales.

Ngu Humphrey Morcho, un Camerounais basé aux États-Unis, formé au Royaume-Uni et aux États-Unis, fournit des solutions de santé haut de gamme, sensibles au facteur temps et innovantes au Nigeria et en Afrique à travers *Yaco Medical*. Les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Sénégal ont joué un rôle important pour attirer et faciliter les investissements étrangers directs en collaboration avec la diaspora. Ils incorporent des leçons de gestion à la rapidité, le respect des délais, la qualité des produits et les normes. Avec la gestion basée sur la technologie et la responsabilité, les problèmes de corruption endémique seront réduits. La diaspora africaine s'inquiète des niveaux d'endettement actuels vis-à-vis de la Chine, des emprunts étatiques, de la pauvreté, du sous-développement, de la gouvernance et de nombreux problèmes. Les Africains devraient apporter des solutions et participer au développement économique. Les envois de fonds de la diaspora devraient être mobilisés sur la base d'investissements bénéfiques, et non limités à l'assistance familiale. L'afro-capitalisme, où les Africains de la diaspora investissent ou possèdent leur propre entreprise dans la région pour inverser la tendance. La Chine, les États-Unis, l'Union européenne et d'autres institutions comblent cette lacune. La diaspora peut aider les familles à entreprendre, par le biais de formations et de financements de projets (capitaux de démarrage) afin de

réduire la pauvreté. La charité commence à la maison. Plus de Mexicains retournent au Mexique qu'ils n'ont émigré aux États-Unis au cours des deux dernières années. La «*migration inverse*» inversera les marées. Le talent au sein de la diaspora et le potentiel de la région laissent présager une croissance des économies d'échelle. Grâce à l'agrégation de services, ils peuvent apporter une valeur ajoutée, créer des chaînes de valeur et prendre de l'ampleur dans des secteurs liés à leurs compétences.

Connaissant la culture et les systèmes de croyance, la diaspora peut aider les investisseurs étrangers et conseiller les partenaires locaux sur les exigences des uns et des autres. La diaspora joue un rôle fondamental dans la création de synergies avec les investisseurs étrangers, compte tenu de leur expertise transfrontalière.

DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le dividende démographique et la nécessité de renforcer les capacités des jeunes et des femmes constituent un aspect des objectifs de développement durable qui doit être considérablement renforcé.

La population jeune d'Afrique subsaharienne connaît la croissance démographique la plus rapide au monde et, inversement, l'emploi des jeunes est très faible. Pour que la région atteigne son développement économique, les efforts doivent être démontrés non seulement au niveau des politiques et des organes, mais aussi dans la pratique. Il y a deux alternatives à ce phénomène. Premièrement, les jeunes sans emploi sont pauvres et vulnérables. Deuxièmement, les jeunes qui ont un emploi rémunéré gagnent leur vie et sont responsables. L'éclatement de la population jeune fait partie des éléments fondamentaux du récit «*New Frontier*». Mario Pezzini, Directeur du centre de développement de l'*OCDE*, a déclaré que l'urbanisation pourrait être le moteur du développement en cas de création simultanée d'emplois et d'investissements dans les infrastructures. "*Le principal défi pour l'Afrique est de parvenir à une croissance inclusive et durable*" tout en luttant contre le taux de chômage élevé chez les jeunes en Afrique.

La population du Cameroun est d'environ 24,1 millions d'habitants, dont 12,25 sont des femmes et 12,26 sont des hommes, 42% ont entre 0 et 14 ans, 59,9%

ont entre 15 et 57 ans et 3,21% ont 65 ans et plus, selon le rapport de *KPMG Snapshot*, H1 2017. Cette proportion se situe à environ 70% entre 15 et 65 ans. On dit que 9 jeunes sur 10 soutiennent leur famille tout en vivant dans la pauvreté ou en dessous du seuil de pauvreté. Le marché de l'emploi formel n'embauche pas plus de 30% de la population active.

Le deuxième vecteur du dividende démographique est le rôle des femmes dans la réduction de la pauvreté et la création des richesses. Les femmes représentent 75% des commerçants sur les marchés des vivres, dans les zones urbaines et rurales jour et nuit. Elles sont majoritaires dans l'industrie de la mode, en tant que tailleurs, dans l'enseignement dispensé dans des crèches et des écoles privées, dans des restaurants et des restaurants dans les grandes villes, dans des centres de santé privés en tant qu'infirmières ; et sont leader dans le secteur informel.

Construire à grande échelle et apporter de la valeur ajoutée nécessite de l'expertise à différents niveaux de compétences. Récemment 20 pays ont lancé «*Compact with Africa*» pour exploiter les ressources des pays développés et émergents, des organisations internationales et des investisseurs. La *BAD* a créé l'Initiative Jeunesse en Afrique. "*Afin d'améliorer la qualité de vie des populations, l'initiative emplois pour les jeunes en Afrique, la Banque Africaine de Développement cherche à créer 25 millions d'emplois et à former 32 millions de jeunes en Afrique, ce qui aura un impact positif sur 50 millions d'Africains au cours de la prochaine décennie.*" Akinwumi, *BAD*. Le Fonds pour le renforcement des capacités en Afrique (*ACBF*) est un fonds âgé de 26 ans et le président du conseil d'administration, S.E. Erastus Mwencha a déclaré que «*la reconnaissance de l'ACBF en tant qu'institution spécialisée de l'Union africaine pour le renforcement des capacités inaugure le début d'une nouvelle ère pour le renforcement des capacités de la part de celle-ci, qui nécessitera un niveau approprié d'engagement politique et un soutien financier de la part de toutes les parties prenantes*». L'ancien Ministre camerounais de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (*MINEPAT*) Louis Paul Motaze, a été élu en septembre 2017 vice-président du conseil des gouverneurs du Fonds africain pour le renforcement des capacités.

Le Gouvernement doit s'associer au secteur privé pour former les jeunes. Les tendances majeures à travers le monde voient l'avenir de la technologie grâce à l'automatisation, à la robotique et à l'intelligence artificielle. Les jeunes ont démontré leur capacité à s'adapter rapidement à la technologie. Pour permettre

l'innovation et la transformation économique, il est nécessaire d'employer les compétences adéquates dans des secteurs comme l'agriculture, les infrastructures, l'énergie, l'industrie et le secteur manufacturier.

En ce qui concerne les femmes, l'épargne dans les tontines, les coopératives et les établissements de micro-finance, principalement pour la subsistance. Une formation adéquate est nécessaire pour autonomiser les femmes et passer du relativisme horizontal à la croissance verticale et ascendante. Les femmes doivent se voir proposer des périodes d'incubation ou des incitations fiables pour les motiver à franchir le cap, à la phase initiale. Celles-ci devraient être une combinaison de formation et de développement personnel pour permettre une croissance à long terme. Les femmes ont été les opérateurs économiques les plus fiables et les plus cohérents. Cet atout devrait être intégré aux économies d'échelle.

L'un des moyens les plus efficaces de résoudre les problèmes de parité tels que les inégalités, consiste à autonomiser les femmes économiquement, afin de réduire la dépendance qui conduit parfois à des abus. Dans la plupart des foyers, elles restent des héroïnes méconnues, bien qu'elles soient des gagne-pain.

Une évaluation de chaque composante distillera les différentes activités et secteurs qui, s'ils sont exploités, amélioreront la productivité.

LA COMPOSANTE JURIDIQUE :

Les perturbations et l'innovation ont fondamentalement affecté le secteur juridique. Celles-ci ont ajouté une couche de juridicité qui exige vision et créativité. Une plate-forme juridique pratique pour les avocats qui fournissent des services demandés ou requis. L'intégration de préoccupations juridiques globales, avec des normes et réglementations étatiques et communautaires telles que le Code Général des Impôts, l'*Acte Uniforme OHADA sur le droit commercial général*, l'*Acte Uniforme OHADA sur le droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique*, la *Charte des investissements*, la loi régissant les conventions de partenariat, le code du travail, les codes miniers, etc. Le renforcement des partenariats inter et intra-régionaux, y compris les fusions-acquisitions. Conseils sur la législation, qui distingue et identifie correctement les problèmes de conflit de lois et la compétence appropriée pour la résolution des conflits au regard du droit international privé.

Expertise en financement transactionnel et de projets, notamment en mode *PPP*. Les cabinets d'avocats et les entreprises étrangères devraient envisager d'avoir des bureaux dans la région de la *CEMAC* ou des secrétariats juridiques d'entreprises afin de gérer les attentes de leurs clients dans le cadre d'un régime juridique (avocats internes et avocats locaux). Il est de plus en plus nécessaire que les législations locales et nationales se conforment aux réglementations régionales en matière d'harmonisation en Afrique du droit des affaires (*OHADA*), accès au registre de commerce et du crédit mobilier (*RCCM*), et aux paiements locaux. Il devrait y avoir des consultations entre avocats, sur les moyens de gérer les risques locaux et les attentes des entreprises.

CONCLUSION

Il existe un potentiel inexploité dans la région, et avec le Cameroun comme portail de développement économique inclusif, la région peut rivaliser avec d'autres organismes régionaux. La *zone de libre-échange du continentale africaine (ZLECA)* nouvellement créée demeure une opportunité. Une approche éclairée et intelligente en matière de commerce et d'investissement est nécessaire pour passer à la quatrième révolution industrielle.

Cette approche devrait combiner aide, *IFD*, investisseurs, prêts des banques et pouvoirs publics. L'artillerie lourde devrait venir des parties prenantes locales par le biais d'efforts concertés avec le gouvernement. Les entrepreneurs et les *start ups* doivent s'engager de manière à renforcer les activités en cours pour créer de nouvelles opportunités. Ces initiatives devraient répondre aux besoins locaux, intégrer la technologie et l'innovation pour être plus productives. L'amélioration de la coopération économique transfrontalière est d'une importance primordiale. La xénophobie et la formation des agents des douanes à la frontière devraient être abordées car elles entravent la libre circulation des personnes, des biens et des services.

Les avantages comparatifs et concurrentiels des pays membres permettent aux investisseurs de choisir le point d'entrée le plus gratifiant dans la région. Chaque pays est unique avec des opportunités différentes. Il est conseillé aux investisseurs étrangers de faire confiance à leur intuition et de se joindre à ceux qui réussissent dans la région.

Avec la diversification et les revenus accrus tirés des industries extractives, la région peut développer une économie résiliente basée sur le commerce. La bourse devrait être revitalisée. Les gagnants seront ceux qui seront capables de

disséquer les données et d'isoler les zones d'intérêt de la région. Besoin accru de stratégie de marque et de communication pour révéler le potentiel de la région, amélioration de la réglementation et des politiques pour attirer les investisseurs. Les entrepreneurs et les investisseurs devraient créer un écosystème qui renforce l'individualité et encourage les échanges pour un bénéfice mutuel et réciproque. La *CEMAC* devrait imposer des contrôles régionaux sur l'application des meilleures pratiques, la lenteur de la prise de décision et les sorties de capitaux non contrôlées. Les différents Gouvernements devraient faire face à l'augmentation du niveau de la dette.

L'impact socio-politique ne doit pas être surestimé comme une agitation civile; la migration à risque au sein de la région a une corrélation directe avec la pauvreté et l'emploi des jeunes dans la sous-région *CEMAC*. Le leadership du gouvernement par le biais de politiques et de réglementations, accompagné d'un suivi et d'une mise en application, créera un cadre socio-politique et économique pour une Afrique centrale stable et progressiste.

Le déni de responsabilité, les erreurs d'orthographe ou d'interprétation erronées ne sont pas intentionnels et TIAC est prêt à corriger et à s'adapter pour refléter l'intention initiale.

Innocent Manigha Anchang (J.D) est un avocat formé aux États-Unis et est diplômé de la Thurgood Marshall School of Law de Houston, au Texas. Il est admis au barreau du Cameroun et est Directeur Général de *Trade and Investment Assistance Center (TIAC)* à Yaoundé au Cameroun. Il est membre de la Chambre de commerce américaine du Cameroun (AMCHAM) et de la Chambre de commerce africaine (CAC). Il entreprendra une série d'articles de fond pour discuter des possibilités d'investissement, des réalités, des attentes et des défis au Cameroun, aux États-Unis, en Afrique et Afrique subsaharienne notamment.